



Union
syndicale
Solidaires

Union
syndicale
Sud
Créteil
Education

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LUTTE DES FEMMES

8 MARS GREVE DES FEMMES!!

Edito Le 8 mars, journée de lutte des femmes !

Le 8 mars est une journée de lutte des femmes, et non une célébration lénifiante de « la » femme. Depuis des décennies, c'est par ces luttes que les femmes ont combattu la domination patriarcale qui les discrimine et les assigne à un rôle déterminé. Cette domination se fonde sur une conception stéréotypée des sexes, basée sur une vision naturalisante qui parle de complémentarité plus que d'égalité, qui justifie par des parti pris essentialistes (par nature, la femme devrait être ceci ou faire cela, par exemple être vouée à s'occuper des enfants et du foyer) une répartition sexuée des tâches entre hommes et femmes, et légitime par là toutes les inégalités sexistes, au travail, à la maison. Malgré des avancées et des droits acquis de haute lutte, l'oppression des femmes reste une réalité. 80% des pauvres sont des femmes, et cette précarité est accentuée par les politiques d'austérité à l'œuvre actuellement. Inégalités professionnelles et domestiques persistent, de même que les violences sexistes, verbales ou physiques, les injonctions normatives qui enferment les femmes... Pour renverser cette domination patriarcale, et mettre à bas les inégalités qui pèsent encore sur les femmes, il faut se mobiliser et continuer la lutte ! Dans cette lutte, la grève est un des moyens les plus offensifs : c'est pourquoi le 8 mars doit être non seulement une journée de lutte, mais aussi une journée de grève de toutes les femmes !

La grève des femmes : un pas vers leur émancipation !

La grève est une arme pour les classes opprimées, elle est la voie de leur émancipation. Que ce soit par une grève salariale, domestique, arrêter la machine qui jour après jour exploite les femmes permet de poser le rapport de force nécessaire pour en finir et gagner leurs revendications. Parce que sans la double journée de travail des femmes, c'est toute la société qui se fissure ! C'est dans l'action que bien souvent se fait la prise de conscience de l'oppression commune, car elle permet aux exploitées de se reconnaître entre elles. Et dénoncer ensemble la domination, c'est déjà s'en affranchir un peu.

Sommaire

- p.1 Edito Le 8 mars une journée de lutte des femmes ! - La grève des femmes, un pas vers leur émancipation
- p.2 Grève domestique, Grève au travail - «Quand c'est trop c'est la grrrrrève !»
- p.3 Inégalités professionnelles - Précarité - Double journée - Injonctions sur le corps
- p.4 Violences, harcèlement - Inégalités en matière de santé -Stéréotypes de genre dans l'Education

Grève domestique

Balayer, nettoyer, garder, assister, cuisiner, écouter des malades, autant d'activités dont la somme constitue l'un des piliers de l'exploitation des femmes. La grève domestique rend visible ce travail gratuit à laquelle les femmes sont condamnées pour la plus grande majorité. En effet, pire que dans la boîte ou à l'usine, l'exploitation domestique se fait dans le silence du foyer laissant les femmes seules, sans possibilité d'être solidaires entre elles, sans possibilité de refuser ensemble ce qui leur est imposé. Parce qu'elle est une action collective, la grève sort les femmes de l'isolement dans lequel elles se retrouvent. La grève devient alors un moyen de pression contre ces pratiques et leur permet de parler d'une seule voix face à une société qui impose la domination masculine.



Grève au travail

Les femmes sont massivement salariées, mais quand on regarde où elles travaillent, on se rend compte que ce sont dans les mêmes secteurs : fonction publique, aide à la personne, commerce. Enseigner, soigner, nettoyer, accompagner, faire du commerce, gérer les courses sont les activités salariales où l'on retrouve le plus les femmes, et sont le reflet de leur exploitation à la maison. « La division sexuelle du travail est au cœur du pouvoir que les hommes exercent sur les femmes » comme le rappelle la sociologue Danielle Kergoat. Et comme si ça ne suffisait pas, on leur impose de se partager tous les contrats précaires (80 % des contrats précaires sont des femmes), les plaçant comme cibles premières des offensives patronales, de l'austérité et de la dégradation des conditions de travail. Alors face à ces activités les plus souvent dévalorisées, mal rémunérées, la grève des femmes met à jour les hiérarchies et constitue l'un des moyens les plus offensifs pour les renverser. La grève des femmes permet de se donner de la force et de construire de véritables solidarités, meilleur rempart contre le rabaissement, le harcèlement et les violences sexistes au travail. Arme des exploités-e-s, la grève a été utilisée pour faire barrage au racisme par les travailleurs et travailleuses états-unien-ne-s immigré-e-s. En grève pour la journée sans immigré-e-s, visibilisant leur poids dans l'économie et le poids du racisme subi, ils et elles étaient 500 000 à défiler en 2006.

À Toulouse, la grève des femmes est portée depuis deux ans par un large collectif féministe. Cette action a servi de marche pied aux luttes féministes et à l'émancipation gagnant de plus en plus de femmes.

À nous de défendre ici et ailleurs, où que l'on soit, l'action de la grève des femmes, car comme l'ont crié les Toulousaines :

« Quand c'est trop, c'est la grrrrrève! »



Trop d'inégalités professionnelles !

Question salaire, les femmes gagnent moins que les hommes, à emploi comparable les femmes ont en moyenne un salaire inférieur d'environ 25%. Par ailleurs, le travail à temps partiel est plus fréquent chez les femmes. Si l'on tient compte de cette donnée, l'écart de salaire monte alors à 37%

De tels écarts trouvent différentes explications. D'abord, Les femmes accèdent difficilement aux postes supérieurs, le célèbre plafond de verre. La promotion professionnelle des femmes est moins fréquente que celle des hommes, et ce, quelle que soit la catégorie sociale. « Près de 7,5% des hommes employés promus deviennent cadres ou chefs d'entreprises, mais cela ne concerne que moins de 6% des femmes. Moins souvent promues, les femmes ont par ailleurs un risque plus important de descendre dans l'échelle socioprofessionnelle. En 2008, 8,7% des femmes qui n'étaient pas au bas de l'échelle professionnelle en 2007 avaient ainsi une qualification inférieure à celle qu'elles avaient un an auparavant, alors que cette situation ne concernait que 7,8% des hommes » (source INSEE)

La grossesse sert ensuite bien souvent de prétexte au « déclassé » au sein de l'entreprise. Après l'accouchement, dans la majorité des cas, le mode de garde de l'enfant est subi pour les parents, beaucoup de femmes n'ont pas le choix et doivent s'arrêter de travailler. En effet, l'allocation de libre choix d'activité qui permet à l'un des parents de réduire ou de cesser totalement son activité professionnelle, a remis beaucoup de femmes à la maison. Aujourd'hui, en France le manque de moyens de gardes adaptés pour les enfants est criant, par exemple seulement 8% des enfants de moins de 3 ans ont une place en crèche, un scandale!

Même si dans la fonction publique les inégalités semblent moins criantes. Elles existent néanmoins. Le salaire net moyen des femmes dans la fonction publique d'Etat était de 2048 euros en 2006 contre 2368 pour les hommes. Cela peut être expliqué par le fait que les femmes sont largement sous-représentées dans les postes d'encadrement. On remarque aussi que plus on monte en catégorie moins les femmes sont présentes (63.8 % des fonctionnaires de catégories C sont des femmes contre 49.6 % pour la catégorie A). Il faut aussi ajouter que les femmes représentent 66.4 % des non-titulaires de la fonction publique.



Trop de précarité !

70 % des travailleurs pauvres sont des travailleuses. Là encore, Plusieurs facteurs entrent en jeu.

Tout d'abord, les femmes sont plus nombreuses à être au chômage (9% contre 8% pour les hommes), alors qu'elles représentent 46 % de la population active les femmes représentent 50.46% des chômeurs. De plus les femmes sont plus souvent victimes du chômage de longue durée. Enfin il faut ajouter que 57% des chômeurs non indemnisés sont chômeuses.

Les femmes, en particulier dans les catégories populaires, sont proportionnellement plus nombreuses à travailler à temps partiel par rapport aux hommes. Ce temps partiel est bien souvent un temps partiel forcé.

On remarque d'autre part que les femmes sont plus nombreuses à la tête de familles monoparentales. Il existe en France environ 2 millions de familles monoparentales, dont les responsables sont à 86% des femmes. Un peu moins de la moitié de ces familles sont en situation de pauvreté.

Cette précarité touche aussi plus particulièrement les femmes immigrées, étrangères, sans papiers : en France, on compte aujourd'hui autant de femmes immigrées que d'hommes immigrés. La quasi-majorité d'entre elles travaillent. Ces femmes sont elles aussi plus sujettes au travail à temps partiel. Les femmes diplômées issues de l'immigration, y compris celles qui sont nées, ont été scolarisées en France et qui ont la nationalité française sont encore plus discriminées que les hommes sur le marché du travail et dans le recherche d'un emploi stable correspondant à leur qualification. Il faut aussi noter que les femmes sans papiers sont souvent surexploitées. Dans certains secteurs d'emploi (nettoyage, service direct aux personnes...) les femmes y subissent souvent des horaires éclatés sur des lieux de travail éloignés du domicile, des cadences surélevées, des salaires de misère et des heures non-payées...

Enfin, même à la sortie du monde du travail, les femmes sont précaires. En effet, la retraite accentue les inégalités homme/femme. En 2004, les femmes retraitées percevaient une retraite moyenne de 1020€ par mois contre 1636€ pour les hommes. 50% des femmes ont une retraite inférieure à 500€ contre 20% des hommes. Enfin, les femmes représentent 62% des bénéficiaires du minimum retraite. Ceci peut s'expliquer par les écarts de salaire et par le fait qu'un peu moins de la moitié des femmes retraitées valident une carrière complète contre plus de trois-quarts des hommes.



Trop de travail domestique avec la double journée !

Aujourd'hui, 84% des femmes exercent une activité. Une fois leur journée de travail terminée, elles entament une autre journée de travail pour subvenir aux besoins de leur famille.

Les femmes assurent en effet l'essentiel de responsabilités en matière d'éducation des enfants, de tâches domestiques et de soin des proches. (3h 30 par jour pour les femmes contre 2h20 pour les hommes). Ces activités s'ajoutent à l'activité professionnelle des femmes et sont socialement peu reconnues.



Trop de stéréotypes normatifs sur le corps des femmes !

Les injonctions normatives faites aux femmes quant à leur corps et leur apparence restent encore très présentes aujourd'hui. La définition de la « féminité » telle qu'elle est véhiculée par la norme dominante, enferme les femmes dans les stéréotypes générés par la domination patriarcale. Films, médias, publicités tendent à projeter encore et toujours cette même vision stéréotypée d'une femme svelte, apprêtée, séductrice...et répondant aux désirs masculins.



Trop de violence-harcèlement-viol !

Les violences faites aux femmes sont multiples, elles résultent toujours du système patriarcal qui les génère et permet leur perpétuation.

Les jeunes filles et les femmes sont confrontées au quotidien à des remarques ou des gestes sexistes : interpellations dans la rue, insultes, gestes déplacés.

Il existe aussi les violences conjugales. Elles se produisent dans tous les milieux sociaux même si certains facteurs (jeune âge de femmes, chômage chez les hommes...) en aggravent les risques. Tous les 3 jours une femme décide suite à des violences conjugales. Ces violences physiques arrivent souvent dans le prolongement de violence verbales et psychologique (insultes, menaces, contrôle des fréquentations, de l'habillement). Il faut aussi mentionner les viols et les agressions sexuelles. Ces violences se perpétuent majoritairement dans un espace privé, ce qui rend plus difficile d'en parler et de porter plainte. Certaines familles perpétuent aussi des pratiques sociales en opposition complète avec les droits des femmes (mariage forcé, mutilations sexuelles...).

Les violences sexistes se retrouvent aussi dans le monde du travail sous différentes formes : agression, harcèlement, chantage, violences verbales ou non verbales.



Trop d'inégalités en matière de santé !

Sur les questions de santé, il faut d'abord noter que le taux de renoncement aux soins pour raisons financières est plus important chez les femmes que chez les hommes : cette situation est à mettre en lien avec la précarité professionnelle qui touche davantage les femmes, comme on l'a vu.

De plus, les femmes sont plus souvent diagnostiquées comme dépressives et la consommation de médicaments psychotropes reste majoritairement féminine : ainsi, 33% des femmes de plus de 55 ans en ont consommé au cours de l'année contre seulement 15% des hommes. Un tel écart interroge. Deux lectures peuvent se superposer. D'une part cet écart peut témoigner de partis pris genrés au moment du diagnostic, associant l'état dépressif à un état « féminin » et par là diagnostiquant plus volontiers un état dépressif chez une femme qui déclare une grande fatigue, ou d'autres symptômes...et sous-évaluant l'état dépressif masculin. D'autre part, cet écart peut aussi se lire comme la résultante des multiples tâches qui pèsent sur les femmes (double journée, charge d'enfants dans des familles monoparentales...) et dont la surcharge peut entraîner un état de fragilité psychologique.

L'accès à la contraception et à l'IVG reste également un droit à défendre. Depuis 2010, la création des Agences Régionales de Santé et la casse de l'hôpital public (restructuration, suppressions de postes, fermetures d'hôpitaux et de maternité de proximité) remettent en cause l'égalité d'accès à l'IVG pour toutes les femmes. Et cela d'autant plus que les CIVG autonomes, constitués d'équipes qualifiées et pluridisciplinaires, sont démembrés, avec une redistribution de l'activité d'IVG vers les services gynéco-obstétriques ou de chirurgie, au risque d'une prise en charge moins efficace avec la surcharge de ces services. Enfin, le droit à l'IVG n'est pas seulement mis en danger par les politiques de santé régressives, mais aussi par la mobilisation des forces réactionnaires et autres commandos anti-IVG, comme les Veilleurs ou l'association SOS Tout Petit en France. Ailleurs en Europe, l'actualité nous montre que tout se rejoue sans cesse : le gouvernement du Parti Populaire en Espagne porte un projet de loi qui veut limiter la possibilité d'IVG aux cas de viol ou de danger grave pour la mère, revenant par là sur la loi de 2010 (IVG possible jusqu'à 14 semaines, voire 22 en cas de malformation du fœtus). Ces menaces et ces reculs nous montrent à quel point vigilance et combativité doivent rester de mise pour conserver les droits acquis par les femmes.



Trop de stéréotypes de genre dans l'Éducation !

L'école n'échappe pas aux stéréotypes de genre et à la perpétuation des inégalités/discriminations. Du côté des élèves d'abord : les jeunes filles réussissent mieux que les garçons...leurs bons résultats leur ouvrent donc a priori toutes les filières, or on constate que leur choix d'orientation est encore très marqué par des stéréotypes de genre. En effet, les filles sont sous représentées dans les filières scientifiques et STI, et surreprésentées en filière littéraire ou dans certains CAP (coiffure, petite enfance, secrétariat). Par ailleurs, elles choisissent moins souvent que les garçons les filières sélectives comme les classes préparatoires. Pour celles qui vont à l'université, alors qu'elles sont largement majoritaires en licence et master (57 et 60%), elles sont minoritaires en cursus doctoral (48%)... Autant de signes d'une « autocensure » et d'une intériorisation de la domination masculine dans les sphères les plus qualifiées.

Dans les programmes d'histoire, de littérature, de SES, la place accordée aux femmes reste encore très marginale. Cette cruelle lacune perpétue l'invisibilisation du rôle des femmes dans l'Histoire, bien réel pourtant, comme l'ont montré les nombreuses études de genre dans toutes ces disciplines. S'agissant de ces études justement, face au lobbying nocif des réactionnaires type Manif pour Tous, il faut rappeler avec force leur pertinence et leur utilité émancipatrice pour comprendre (et déjouer) les stéréotypes et discriminations sexistes.